

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 12 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SEMAG

Pôle d'activités Yvon Morandat
1480 avenue d'Arménie
13120 Gardanne

Références : D-2025-0028

SPR/2025/0074

N° AIOT : 0006401124 P1 (référence à rappeler dans toute correspondance)

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Durant toute l'année 2024, le site a fait l'objet de nombreux signalements de la part du voisinage pour nuisances olfactives (odeurs de biogaz). La visite d'inspection s'inscrit dans ce contexte.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux est autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation du 31 août 2011 modifié pour 53 000 tonnes/an.

Contexte de l'inspection :

- Plaintes (nuisances olfactives) sur l'année 2024

Thème de l'inspection :

- Odeurs de biogaz dans l'environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exigences relatives à la collecte et au traitement du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > I.	Sans objet
2	Exigences relatives à la collecte et au traitement du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > II.	Sans objet
3	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.	Sans objet
4	Contrôles périodiques en cours d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.	Proposition d'arrêté préfectoral complémentaire

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entreprend chaque trimestre des cartographies des émanations diffuses de méthane et réalise des actions correctives pour remédier aux émanations relevées et ainsi lutter contre les odeurs de biogaz.

Néanmoins, malgré ces actions, les signalements par le voisinage pour des odeurs nauséabondes dans l'environnement de l'installation persistent, et ce depuis 2023.

Face à ces constats, l'Inspection s'interroge sur l'efficacité du réseau de captage du biogaz de l'installation actuellement en place (dimensionnement, fonctionnement, ..).

Par conséquent, l'Inspection propose d'imposer à l'exploitant, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, la réalisation d'un bilan de fonctionnement de son réseau de biogaz dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exigences relatives à la collecte et au traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > I.
Thèmes : Risques chroniques, Biogaz collecte
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets. Chaque casier recevant des déchets biodégradables est équipé d'un dispositif de collecte du biogaz dès la production de celui-ci. Le dispositif de collecte et gestion du biogaz mentionné aux deux alinéas précédents est complété de manière à assurer la collecte du biogaz pendant toute la durée de la phase d'exploitation du casier. Ce dispositif est conçu et mis en place selon les modalités présentées dans le dossier de demande d'autorisation déposé en application de l'article L. 512-2 du code de l'environnement. Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.

Constats :

L'installation dispose de deux casiers distincts qui sont équipés chacun d'un réseau de collecte du biogaz. Le premier casier n'est plus en exploitation depuis le 1^{er} trimestre 2011, et l'autre est en cours d'exploitation, prévue jusqu'au 17 septembre 2028.

Les casiers sont équipés de collecteurs (drains et puits de captage). Le réseau de captage du biogaz est installé au fur et à mesure de l'avancement du remplissage des alvéoles, sur des couvertures majoritairement provisoires pour le casier en exploitation.

L'exploitant dispose d'un plan en date de juillet 2024 indiquant l'emplacement des puits, du compteur du volume du biogaz capté (volume horaire) et un autre plan avec l'emplacement des drains posés dans le casier, tous les six mètres de hauteur des déchets compactés.

Le biogaz est en priorité dirigé vers un moteur de valorisation du gaz en électricité. En cas de maintenance, d'arrêt du moteur ou de mauvaise qualité du biogaz, le biogaz est automatiquement dirigé vers la torchère pour combustion.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Exigences relatives à la collecte et au traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 > II.

Thèmes : Risques chroniques, Mesure des volumes captés

Prescription contrôlée :

Les équipements d'élimination du biogaz sont conçus de manière à respecter les critères fixés à l'article 21. Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion. Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé. A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.

Constats :

La torchère et le moteur de valorisation sont conçus pour respecter les valeurs limites de rejets atmosphériques qui leur sont imposées dans l'arrêté d'exploitation de l'installation.

Un équipement permet de mesurer la température du biogaz. Seul le moteur de valorisation dispose d'un équipement en amont permettant de mesurer le volume du biogaz valorisé. Le volume du biogaz éliminé est déduit par la différence entre le volume total entrant sur la plateforme et le volume du biogaz valorisé.

L'exploitant a transmis un compte-rendu de la société DALKIA, son prestataire pour la gestion du biogaz, indiquant le volume du biogaz capté au total, et la répartition entre la part valorisée et celle torchée au cours du mois de novembre 2024.

Plusieurs points de prélèvements du biogaz, munis d'obturateurs, sont implantés sur le réseau en amont des équipements de mesures du débit du biogaz.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > I.
Thèmes : Risques chroniques, Réglages du réseau
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.
Constats : L'exploitant fait procéder chaque semaine au réglage du réseau de captage du biogaz sur le casier en exploitation et une fois par mois sur le casier en post-exploitation. Il effectue les réglages des dépressions sur les différentes alvéoles, et l'élimination d'éventuelle présence d'eau dans les conduites extérieures (purge). Il dispose en permanence sur le site de moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression des puits de collecte du biogaz. Les résultats des contrôles sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôles périodiques en cours d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 > IV.
Thèmes : Risques chroniques, Mesures des diffus
Prescription contrôlée : Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.
Constats : L'exploitant fait réaliser tous les trimestres., par une société spécialisée, une cartographie des émissions diffuses de méthane qui s'échappent à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place sur les casiers.

La méthode utilisée est la détection par laser, couplée à un quadrillage des surfaces des casiers, entrepris à pied.

Les cartographies révèlent plusieurs zones d'émissions de biogaz fugitif qui peuvent être la conséquence d'une insuffisance du dispositif de collecte du biogaz.

En réaction à ces constats, l'exploitant prend des actions correctives appropriées, sous 3 mois pour des actions rapides, ou sous 6 mois maximum pour des actions structurelles nécessitant des investissements substantiels.

L'ensemble des résultats des mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées tous les trois mois.

L'inspection constate que malgré les équipements mis en place, les plaintes pour odeurs restent importantes et constantes depuis l'été 2023, notamment suite à des épisodes pluvieux ou en période de forte chaleur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des émissions diffuses de méthane qui restent conséquentes et des plaintes odeurs récurrentes, l'Inspection propose, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, la réalisation d'un bilan de fonctionnement de son réseau de biogaz dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite